

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33090 BORDEAUX CEDEX

BORDEAUX, le 07/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

QUINCAILLERIE GUY LEGO

39 Cours du Général de Gaulle
33340 Lesparre-Médoc

Références : 23-383
Code AIOT : 0100016756

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2023 dans l'établissement QUINCAILLERIE GUY LEGO implanté 39 Cours du Général de Gaulle 33340 Lesparre-Médoc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée suite à un signalement de l'OFB (Office Français de la Biodiversité) concernant une pollution importante du cours d'eau voisin par des hydrocarbures.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- QUINCAILLERIE GUY LEGO
- 39 Cours du Général de Gaulle 33340 Lesparre-Médoc
- Code AIOT : 0100016756
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un dépôt de carburants soumis à déclaration avec contrôle périodique au titre des rubriques 1434 et 4734 de la nomenclature des installations classées depuis le 9 août 1994.

L'entreprise a été rachetée par Monsieur AUBIN, le 10 mai 2022.

L'installation est équipée de deux réservoirs contenant des hydrocarbures à savoir :

Réservoir 1 :

- GNR : 30 m³

Réservoir 2 (cuve compartimentée):

- Fioul : 40 m³

- Fioul : 12 m³

- Fioul : 8 m³.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rétention
- Curage de décanteur-déboureur
- Incidents

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Des traces d'hydrocarbures au sol sont présentes sur site. En outre, le fossé marécageux présent aux abords du site présente également des traces de mauvais état (traces noirs sur la terre, végétations et morceaux de bois...).

En outre, une odeur d'hydrocarbures au niveau du fossé marécageux a également été ressentie. Toutefois, étant donné le vent important sur site, le jour de l'inspection, des doutes subsistent quant à sa provenance.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Aires de dépotage	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe, Point 2.9 et 5.10	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration_Incidents	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe, Point 1.5	/	Sans objet
4	Connaissance des produits, étiquetage	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 3.3.	/	Sans objet
6	Décanteur, séparateur et obturateur	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.10. a)	/	Sans objet
8	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.9.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Cas des stockages aériens de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 4.10.1. a)	/	Sans objet
10	Accès au site	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe, Point 3.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle périodique - 4734	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 1.1.2.	/	Sans objet
3	Contrôle périodique - 1434	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 1.1.2.	/	Sans objet
5	Absorbant	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.10. a)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des traces importantes d'hydrocarbures au sol ont été constatées, le jour de l'inspection. En outre, l'incident n'a pas été signalé à l'inspection des installations classées ou à Monsieur Le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration_Incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe, Point 1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration_Incidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant n'a pas déclaré à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement l'incident, ayant eu lieu entre le 27 et 29 novembre 2022 d'après son dépôt de plainte à la Gendarmerie Nationale, de déversement en quantité importante d'hydrocarbures sur son terrain qui est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Observations : L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, les bordereaux de suivi de déchets, les factures ou tout autre document attestant du nettoyage de la pollution et de la prise en charge des déchets dans un centre de traitement autorisé. Au regard des constats réalisés le jour de l'inspection (présence d'hydrocarbures sur une zone non imperméabilisée) et de la concomitance des constats de pollution effectués par l'OFB dans le cours d'eau et le fossé à proximité de l'installation, l'inspection des installations classées propose à la signature du préfet un arrêté de prescriptions spéciales afin de diagnostiquer le niveau de pollution en hydrocarbures au droit du site mais également dans les milieux en périphérie et d'étudier la nécessité de mettre en oeuvre des actions de dépollution.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle périodique - 4734

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 1.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique - 4734
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ". L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné. Les dispositions du présent point 1.1.2 s'appliquent uniquement aux installations classées relevant de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331 ou 4734.
Constats : Le contrôle périodique a été réalisé, le 27 septembre 2019 et le contrôle complémentaire, le 19 janvier 2021. La synthèse du contrôle complémentaire indique que toutes les non-conformités majeures (4 NCM) ont été soldées. En ce qui concerne les autres non-conformités constatées (10 ANC) dans le rapport du 27 septembre 2019, l'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de les lever.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle périodique - 1434

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 1.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique - 1434
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : "le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure". L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats : Le contrôle périodique a été réalisé, le 27 septembre 2019 et le contrôle complémentaire, le 19 janvier 2021. La synthèse du contrôle complémentaire indique que toutes les non-conformités majeures (2 NCM) ont été soldées. En ce qui concerne les autres non-conformités constatées (4 ANC) dans le rapport du 27 septembre 2019, l'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de les lever.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Connaissance des produits, étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 3.3.
Thème(s) : Produits chimiques, Connaissance des produits, étiquetage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Les réservoirs de carburants sont identifiés. Toutefois, ils ne sont pas équipés des symboles de dangers conformément à la réglementation. En outre, le récipient de récupération des égouttures n'est pas identifié et ne possède pas non plus les symboles de dangers requis.
Observations : L'exploitant équipe les fûts, réservoirs et autres emballages des symboles de dangers requis et pour ce qui est du récipient de récupération des égouttures, l'identifie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Absorbant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.10. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Absorbant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>Toute installation de distribution ou de remplissage de liquides inflammables est pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus.</p> <p>Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle...).</p> [...]
Constats : Un bac contenant de l'absorbant et une pelle sont présents sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Décanteur, séparateur et obturateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.10. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Décanteur, séparateur et obturateur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. [...]. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une société habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>La société habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures [...].</p>
Constats : D'après les documents fournis, le décanteur-séparateur a été nettoyé, le 4 novembre 2019, le 6 octobre 2021 et le 18 novembre 2022. <p>Le décanteur-séparateur n'a pas été nettoyé durant l'année 2020. En outre, d'après la facture du 18 novembre 2022, le bon fonctionnement de l'obturateur n'a pas été vérifié en novembre 2022.</p>
Observations : L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin que le nettoyage du décanteur-séparateur soit réalisé "a minima" chaque année et autant que nécessaire. Enfin, l'exploitant s'assure que le bon fonctionnement de l'obturateur est vérifié dans le cadre du nettoyage du décanteur-séparateur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Aires de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe, Point 2.9 et 5.10
Thème(s) : Risques chroniques, Aires de dépotage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point 2.9 : Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5. 5 et au titre 7. Point 5.10 Les aires de dépotage, de remplissage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.
Constats : L'aire de chargement des camions de livraison est disposée de manière à éviter une pollution. En revanche, l'aire de dépotage présente sur site, pour le chargement des cuves de carburants, n'est pas équipée de manière à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement (voir annexe).
Observations : L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin que l'aire de dépotage, pour le chargement des cuves, soit équipée de manière à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation comprennent la surveillance régulière des décanteurs-séparateurs et le contrôle de leur bon fonctionnement. Sur demande du préfet ou de l'inspection des installations classées, une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 de la présente annexe est effectuée par un organisme agréé par le ministre de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Ces mesures sont réalisées au frais de l'exploitant. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.
Constats : Les consignes d'exploitation affichées à l'entrée du site ne mentionnent pas la surveillance régulière des décanteurs-séparateurs et le contrôle de leur bon fonctionnement.
Observations : L'exploitant intègre aux consignes d'exploitation, une mention précisant la surveillance régulière des décanteurs-séparateurs et le contrôle de leur bon fonctionnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Cas des stockages aériens de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 4.10.1. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Cas des stockages aériens de liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage aérien de liquides inflammables susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est au moins égal à :<ul style="list-style-type: none">- 50 % de la capacité totale des récipients dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants ;- 20 % de la capacité totale des récipients dans les autres cas ;- dans tous les cas, à 800 litres (au minimum), ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales. La capacité de rétention et le dispositif d'obturation sont vérifiés périodiquement. [...].
Constats : Les réservoirs de carburants sont équipés de rétention et les consignes pour la vidange de l'eau présente au sein des cuvettes de rétention sont affichées sur site (schéma vanne ouverte/fermée). En ce qui concerne la vérification de la capacité de rétention et du dispositif d'obturation, elles ne sont pas tracées. L'exploitant précise la périodicité de vérification de la capacité de rétention ainsi que celle du dispositif d'obturation et indique les mesures prises pour assurer le suivi de leurs vérifications.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe, Point 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas d'accès libre aux installations de stockage.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, il a été constaté qu'une partie de la clôture était à terre et inopérante. L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de limiter l'accès libre aux installations de stockage, par des personnes étrangères à l'installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet